

« Restos du cœur », « Secours catholique », « Alerte » et plus de 120 Maires :

Pauvreté : Les alertes se multiplient

Le cumul des inégalités face à la pandémie fait de la crise sanitaire actuelle un fort révélateur des inégalités sociales. Tour d'horizon des effets secondaires (?) de la pandémie.

Pour le lancement de la 36ème campagne des Restos du cœur, Patrice Blanc, son président n'y va pas par quatre chemins. L'an dernier, les bénévoles ont distribué plus de 136,5 millions de repas et accueilli 875.000 personnes. « La hausse des personnes qui nous sollicitent est de 40% en Seine-Saint-Denis, de 30% à Paris et quasiment autant dans les grandes métropoles du pays. Le pire, c'est que l'on sait que cela montera dans les prochains mois. »

Et de poursuivre « On assiste à une montée en puissance de la demande venant de la population étudiante frappée par la crise. Cette explosion est logique : il n'existe pas de filet de sécurité financière pour les moins de 25 ans. Dès que la solidarité familiale ne peut plus jouer, ils se retrouvent sans rien et sans possibilité de faire des petits boulots qui ont tous disparu. L'hiver arrive et il était moins difficile de supporter la pandémie au printemps dans la rue car il faisait beau... »

Autre cri d'alarme : Trois ans après le discours du chef de l'État à Tourcoing, le rapport Borloo et ses 48 mesures sur un "plan de mobilisation nationale" pour les quartiers populaires, 105 maires, venus de tous horizons, alertent le chef de l'État sur la dégradation de la situation économique et sociale : "Au regard de la situation actuelle, l'ambition que vous aviez formulé de 'changer le visage de nos quartiers (...) d'ici la fin du quinquennat, a fait long feu", écrivent-ils. "En dépit des alertes, les villes et quartiers populaires restent un angle mort du plan de relance. Les 10 millions de nos compatriotes des villes pauvres ou en en voie de paupérisation revendiquent le souhait de faire partie intégrante de la République" concluent-ils.

Impossibles arbitrages

De son côté, comme il le fait depuis 1980, le Secours catholique – Caritas France – nous aide à comprendre, dans son rapport « statistiques » des accueils réalisés l'an dernier, le quotidien des 1 393 000 personnes rencontrées (740 000 adultes et 653 000 enfants). En 2019, le niveau de vie médian atteint péniblement 537€ ! Un chiffre très en dessous du seuil d'extrême pauvreté estimé à 716€ en 2019.

Près d'un ménage sur trois n'a pas accès à un logement stable soit 10 points de plus qu'en 2010. La part des mères isolées reste trois fois plus importante dans les accueils du Secours Catholique que dans la population générale. 42% sont au chômage non indemnisé dans six cas sur dix et de longue durée dans les trois quarts des situations.

Si la part de personnes au chômage reste près de six fois supérieure à celle de la population générale, la part de personnes au chômage non indemnisé baisse (de 25% en 2010 à 16% en

2019). Une bonne nouvelle ? Il s'agit là d'une évolution qui s'accélère depuis 2015 : la majorité des personnes accueillies au Secours Catholique sont désormais condamnées à l'inactivité.

Dès lors les privations quotidiennes et les arbitrages impossibles sont le quotidien des personnes en situation de pauvreté : chauffer le logement ou se nourrir, acheter un vêtement ou payer la facture d'électricité, le tout dans un contexte d'angoisse généralisé : les problèmes de santé mal pris en charge, la honte face aux institutions et au regard des gens, les ruptures relationnelles et l'isolement, la lutte quotidienne pour s'en sortir...

Un Covid inégalitaire ?

Face à l'explosion de la pauvreté, l'heure n'est plus aux mesures conjoncturelles, analyse **Christophe Devys, président d'Alerte**, un collectif d'associations de lutte contre l'exclusion. Selon lui, la crise a aussi eu un impact, moins immédiat mais très profond, sur de nouveaux publics : les 18-25 ans sans filet de sécurité ni soutien familial, les petits commerçants qui ont dû fermer leur porte, les indépendants, en particulier les micro-entrepreneurs qui, face à la chute de leur chiffre d'affaires, se retrouvent dans un état critique. Si leur nombre est difficile à évaluer, le chiffre d'un million régulièrement avancé semble vraisemblable, y compris pour le gouvernement.

« Nous vivons trois crises successives – sanitaire, économique et sociale – appelées à durer, assène Christophe Devys. Vu la gravité de la situation et la faiblesse actuelle des minima sociaux, le sujet doit s'appréhender de manière structurelle en augmentant durablement le RSA. Une hausse de 20 % reviendrait à un budget de 2,5 milliards d'euros ! »

Dans une étude sur « Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 », **la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques)** enfonce le clou : « Les mécanismes, qui se retrouvent dans la crise du Covid-19, sont à la fois une exposition différentielle face au virus, une plus grande fragilité face aux maladies infectieuses ainsi qu'un accès inégal aux soins. L'analyse du sujet nécessite selon la Dress une approche transversale, reliant des travaux épidémiologiques, géographiques, démographiques et économiques aux analyses et mesures des inégalités en sciences sociales.

Le report des cotisations patronales et le chômage partiel de masse (9 millions de salariés visés au plus fort de la pandémie) ont entraîné une lourde perte pour notre régime vieillesse : quasiment six fois plus que prévu. Certes, le pire sera évité. Les pensions continueront d'être versées. Mais pour retrouver l'équilibre, les retraités – actuels et futurs – pourraient être mis à contribution d'ici un ou deux ans, que la réforme du gouvernement soit mise en place ou non Faudra-t-il travailler plus longtemps ? Les pensions de retraite pourront-elles être revalorisées ? En tout cas, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), qui frappe tous les revenus, et qui devait disparaître en 2024, vient d'être prolongée jusqu'en 2033, avec toujours le même taux : 0,5% !

Histoire d'élargir un peu plus le champ des acteurs du Pacte de Pouvoir de vivre

Daniel Druésne et Jean-Pierre Bobichon Militants syndicaux et associatifs.